★ DANS LES MARGES CRÉATIVES DE LA BD – pages 14 et 15

LE MONDE diplomatique

POPULISME, RÉPONSE À PIERRE ROSANVALLON

PAR CHANTAL MOUFFE

Page 3.

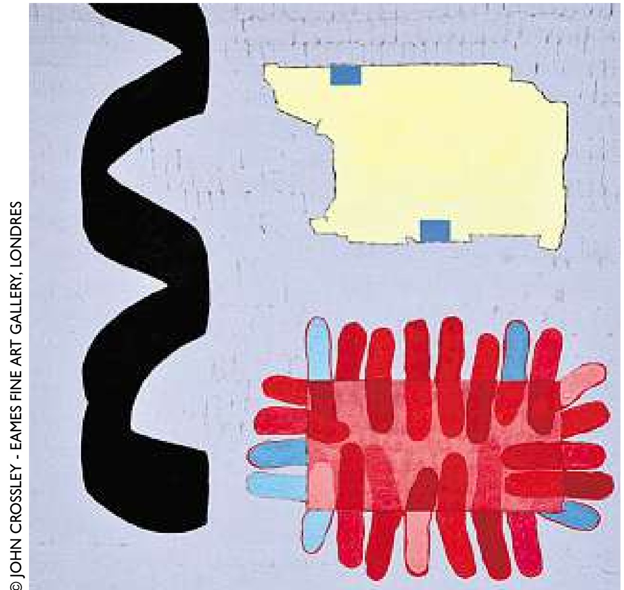
5,40 € - Mensuel - 28 pages

N° 794 - 67e année. Mai 2020

DOSSIER : COVID-19, APRÈS LA CRISE… LES CRISES

Un avant-goût du choc climatique

L'abîme dans lequel un coronavirus a précipité de nombreux pays illustre le coût humain de la négligence face à un danger pourtant parfaitement identifié. Évoquer la fatalité ne peut dissimuler l'évidence : mieux vaut prévenir que guérir. Les atermoiements actuels dans la lutte contre le réchauffement climatique pourraient conduire à des phénomènes bien plus dramatiques.



© JOHN CROSSLEY - EAMES FINE ART GALLERY, LONDRES

JOHN CROSSLEY. – « The Lookout » (Le Guetteur), 2015

PAR PHILIPPE DESCAMPS ET THIERRY LEBEL *

EN MARS 2020, la crise sanitaire a relégué l'actualité climatique loin des titres. Pourtant, ce mois fera date comme le dixième de suite avec une température moyenne au-dessus des normales. *« Une telle série de dix mois "chauds" consécutifs à l'échelle du pays est inédite »,* note Météo France, dont les données permettent de remonter jusqu'à 1900. L'hiver écoulé a battu tous les records avec des températures supérieures aux normales de 2 °C en décembre et janvier, puis de 3 °C en février. Pour se rassurer, on a préféré retenir l'amélioration spectaculaire de la transparence atmosphérique. Lueurs d'espoir : l'Himalaya redevenait visible à l'horizon des villes du nord de l'Inde, ou le mont Blanc depuis les plaines lyonnaises.

Nul doute que la mise à l'arrêt d'une bonne partie de la production entraînera cette année une baisse inégalée des émissions de gaz à effet de serre (GES) (1). Mais peut-on vraiment croire qu'une décrue historique va s'amorcer ? En révélant la vulnérabilité de notre civilisation, les fragilités associées au modèle de croissance économique mondialisée, du fait de l'hyperspécialisation et des flux incessants de personnes, de marchandises et de capitaux, le Covid-19 provoquera-t-il un électrochoc salutaire ? La crise économique et financière de 2008 généra, elle aussi, une baisse sensible des émissions, mais elles sont rapidement reparties à la hausse ensuite, battant de nouveaux records…

Signe avant-coureur de possibles effondrements plus graves, le naufrage sanitaire actuel peut se voir à la fois comme un modèle réduit et une expérience en accéléré du chaos climatique qui vient. Avant de devenir une affaire de santé, la multiplication des virus pathogènes renvoie aussi à une question écologique : l'emprise des activités humaines sur la nature (2). L'exploitation sans fin de nouvelles terres bouleverse l'équilibre du monde sauvage, tandis que la concentration animale dans les élevages favorise les épidémies.

Le virus a touché en premier lieu les pays les plus développés, car sa vitesse de propagation est étroitement liée aux réseaux d'échanges maritimes et surtout aériens, dont le développement constitue également l'un des vecteurs croissants des émissions de GES. La logique du court terme, de l'effacement des précautions montre, dans ces deux domaines, la capacité autodestructrice pour les humains de la primauté accordée au gain individuel, à l'avantage comparatif, à la compétition. Si certaines populations ou régions s'avèrent plus vulnérables que d'autres, la pandémie affecte progressivement la planète entière, de même que le réchauffement ne se cantonne pas aux pays les plus émetteurs de dioxyde de carbone (CO_2).

(Lire la suite pages 20 et 21.)

* Hydroclimatologue, directeur de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et à l'Institut des géosciences de l'environnement (IGE, Grenoble), contributeur aux travaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

(1) *Cf.* Christian de Perthuis, « Comment le Covid-19 modifie les perspectives de l'action climatique », *Information et débats,* n° 63, Paris, avril 2020.

(2) Lire Sonia Shah, « Contre les pandémies, l'écologie », *Le Monde diplomatique,* mars 2020.

Qui va payer ?

Les crises se ressemblent. Lorsque la tempête fait rage, le capitaine en appelle à la solidarité. La menace passée, l'union s'évanouit : certains écopent en fond de cale, d'autres se trémoussent sur les ponts supérieurs. En sera-t-il de nouveau ainsi ou la pandémie provoquera-t-elle un changement de cap ?

PAR LAURENT CORDONNIER *

LA CRISE qui survient n'est pas de nature sanitaire, mais économique. Le battement d'ailes de papillon qui s'est sans doute produit au marché de Wuhan a cheminé suivant les lignes de fragilité du capitalisme mondialisé et libéralisé, lequel a redéployé depuis quarante ans ses « chaînes de valeur » au gré des eldorados de pacotille qui lui promettaient de paresseux profits : la captation financière, la concurrence « libre et non faussée » par les coûts salariaux, le juste à temps, le *lean management,* le pillage des ressources naturelles, l'obsolescence programmée, la réduction du nombre de masques et de lits dans les hôpitaux, l'austérité.

Nous n'en sommes qu'aux prémices mais, déjà, les économistes s'interrogent : qui va payer et comment ? Une profession qui ne gagnerait pas son pain sans cette levure qui s'anime à la simple invocation des « coûts » ne saurait manquer une si belle occasion de poser la question. On ne pourrait, pour cette fois, lui donner tort. C'est en effet l'une des interrogations majeures qui accompagneront la perspective d'un « retour à la normale » : qu'est-ce qui est « normal », qu'est-ce qu'un « retour », et existe-t-il des « perspectives » qui ne boucheraient pas à nouveau l'horizon ?

Économique, cette crise ne ressemble pourtant à rien de vraiment connu dans l'histoire du capitalisme. Ni classique ni keynésienne, elle ne résulte ni d'un choc d'offre, dû à des entraves institutionnelles, technologiques ou provenant de la disponibilité insuffisante des facteurs de production (le capital, le travail et les ressources naturelles), ni d'un effondrement soudain de la demande, bien que le régime de formation de la demande soit structurellement défaillant depuis quarante ans. Elle découle essentiellement de décisions souveraines (et, pour une plus faible part, de mesures de protection prises individuellement) qui ont conduit à mettre brutalement à l'arrêt des pans entiers de l'appareil productif. Le Bureau international du travail (BIT) estime que *« 1,25 milliard de travailleurs représentant près de 38 % de la main-d'œuvre mondiale sont employés dans des secteurs qui doivent faire face actuellement à une baisse sévère de la production et à un risque élevé de déplacement des effectifs. Parmi les secteurs-clés figurent le commerce de détail, l'hôtellerie et la restauration ainsi que le secteur manufacturier* (1) *».*

(Lire la suite pages 22 et 23.)

(1) « Observatoire de l'OIT : le Covid-19 et le monde du travail, 2e édition », Organisation internationale du travail, Genève, 7 avril 2020

* Économiste, professeur à l'université de Lille.

Tous des enfants

PAR SERGE HALIMI

UNE fois encore leur monde est par terre. Et ce n'est pas nous qui l'avons cassé. On évoque en ce moment le programme économique et social du Conseil national de la Résistance ; la conquête des droits syndicaux et les grands travaux du New Deal. Mais bien des maquisards français avaient alors conservé leurs armes, et dans la rue un peuple attendait l'échappée belle « de la Résistance à la révolution ». Telle était d'ailleurs la devise d'un quotidien de l'époque qui se nommait *Combat*. Quant à Franklin Roosevelt, il sut faire comprendre à une partie des patrons américains que les révoltes ouvrières et le chaos social risquaient de balayer leur capitalisme adoré. Il leur fallut donc composer.

Aujourd'hui, rien de tel. Confinées, infantilisées, sidérées autant que terrorisées par les chaînes d'information en continu, les populations sont devenues spectatrices, passives, anéanties. Par la force des choses, les rues se sont vidées. Il n'y a plus ni « gilets jaunes » en France, ni Hirak en Algérie, ni manifestations à Beyrouth ou à Barcelone. Tel un enfant apeuré par le grondement de l'orage, chacun attend de connaître le sort que le pouvoir lui réserve. Car les hôpitaux, c'est lui ; les masques, les tests, c'est lui ; les virements qui permettront de tenir quelques jours de plus, c'est lui (1) ; le droit ou non de sortir – qui ? comment ? quand ? avec qui ? –, c'est encore et toujours lui. Le pouvoir a tous les pouvoirs. Médecin et employeur, il est aussi notre juge d'application des peines qui décide de la durée comme de la dureté de notre confinement. Pourquoi s'étonner alors que trente-sept millions de Français, un record, *« deux fois le score d'une Coupe de monde de football »,* aient écouté le président de la République le 13 avril dernier quand celui-ci s'exprima sur onze chaînes à la fois ? Que pouvaient-ils faire d'autre ce soir-là ?

Le vertige s'accroît du fait que cette puissance ne sait pas où elle va. Ses décisions sont comminatoires, même quand elles se contredisent. Les masques ? Ils ne servaient à rien, c'était certain, tant qu'on n'en avait pas. Ils sont redevenus utiles – c'est-à-dire susceptibles de sauver la vie – depuis qu'on en dispose. La « distanciation sociale » s'impose, c'est entendu, mais la distance de sécurité s'accroît de 50 % quand un Français se rend en Belgique ou franchit le Rhin, et elle double s'il parvient à traverser l'Atlantique. Enfin, on nous dira bientôt quel âge et quelle corpulence interdisent toujours de sortir de chez soi. Mieux valait autrefois être vieux et gros qu'aujourd'hui « senior » et « en surpoids » : les premiers étaient au moins libres de leurs pas. On apprendra aussi pourquoi les écoliers ont cessé d'être contagieux pour des enseignants proches de la retraite à qui on continue pourtant de recommander de conserver leurs distances avec leurs petits-enfants.

Un jour, nous redeviendrons adultes. Capables de comprendre et d'imposer d'autres choix, y compris économiques et sociaux. Pour le moment, nous prenons des coups sans pouvoir les rendre ; nous parlons dans le vide et nous le savons. D'où ce climat poisseux, cette colère inemployée. Un baril de poudre au milieu d'une pièce, et qui attend son allumette. Après l'enfance, l'âge ingrat…

(1) Aux États-Unis, le nom de Donald Trump va figurer sur les chèques d'environ 1 200 dollars par personne que le Trésor américain enverra à des dizaines de millions de citoyens.

★ SOMMAIRE COMPLET EN PAGE 28

M 02136 - 794 - F: 5,40 € - RD

Afrique CFA : 2 400 F CFA, **Algérie :** 290 DA, **Allemagne :** 6,00 €, **Andorre :** 6,00 €, **Antilles-Guyane :** 5,50 €, **Autriche :** 6,00 €, **Belgique :** 5,90 €, **Canada :** 8,00 $C, **Espagne :** 6,00 €, **États-Unis :** 8,95 $US, **Grèce :** 6,00 €, **Hongrie :** 1 995 HUF, **Irlande :** 6,00 €, **Italie :** 6,00 €, **Liban :** 9 500 LBP, **Luxembourg :** 5,90 €, **Maroc :** 35 DH, **Pays-Bas :** 6,00 €, **Portugal cont. :** 6,00 €, **Réunion :** 5,50 €, **Royaume-Uni :** 5,50 £, **Suisse :** 8,80 CHF, **TOM :** 780 XPF, **Tunisie :** 5,90 DT.